l'État et principaux bénéficiaires du quasi-monopole instauré à partir des années 1830, celle de l'État ottoman avide de développer les exportations afin d'augmenter ses revenus, laisse cependant quelques questions en suspens. Comment était organisé le marché des céréales au niveau de l'entité régionale, entre régions productrices (blé et orge des environs de Bagdad, de Mossoul, du Kurdistan, riz du Bas-Irak) et zones consommatrices (Nejd, mais aussi Hédjaz)? Comment les Anglais ont-ils pu parvenir à dominer le marché des céréales à partir du milieu des années 1860, avec quels intermédiaires? Quel rôle a pu jouer l'adoption du code foncier ottoman en 1858 dans la mise en valeur de terres nouvelles, généralement destinées à la culture céréalière?

Quelques travaux récents ont échappé à l'auteur. Signalons ceux de Madawi al-Rasheed, dont *Politics in an Arabian Oasis: the Rashidi tribal dynasty*, Londres, I.B. Tauris, 1991. Il montre comment s'est consolidé le pouvoir des Rachid, au moment où disparaissait le premier État wahhabite, en étendant son contrôle sur les routes caravanières reliant l'Irak et la Perse à l'Arabie centrale et au Hédjaz. Hala Fattah ne s'est étendue ni sur les Rachid, qui pourtant jouèrent un rôle majeur au cœur de l'Arabie au XIXe siècle, ni sur ces routes qui reliaient le Hédjaz au Nejd et à l'Irak et qui donnaient aussi une certaine cohérence économique et humaine à la région.

Relevons aussi quelques incongruités. Il serait surprenant que la région de Muhammara ait pu être concédée par Sélim Ier à des notables de Bassorah dès 1512 (p. 197)! De même, une comparaison entre l'administration ottomane des provinces irakiennes et la colonisation française de l'Algérie n'a guère de sens ici (p. 96). Regrettons aussi l'absence d'une carte digne de ce nom, localisant les lieux, les tribus et les routes commerciales cités dans le texte. L'index proposé à la fin de l'ouvrage comporte de nombreux oublis. Le choix des termes indexés paraît largement arbitraire : de nombreux noms de personnes, de lieux, de tribus n'y figurent pas sans raison apparente. La translitération n'est guère plus fiable. Ces quelques remarques n'ôtent cependant rien à la qualité de cet ouvrage, novateur dans les analyses qu'il propose, stimulant dans les réflexions qu'il suggère.

Michel TUCHSCHERER
(IREMAM - Université de Provence)

Samira HAJ, *The Making of Iraq 1900-1963. Capital, Power and Ideology.* State University of New York Press, New York, 1997. 215 p.

Samira Haj expose dans son livre *The making of Iraq, 1900-1963. Capital, Power, and Ideology* les facteurs qui ont, selon elle, à la fois conduit à la révolution de 1958, qui mit fin à la monarchie en Irak et, d'une façon qu'elle juge paradoxale, causé l'« échec » de cette même révolution. Sa démarche, affirme-t-elle, lui offre l'occasion de critiquer certaines notions

BCAI 15 (1999) S. Haj: The Making of Iraq 1900-1963. Capital, Power and Ideology, recensé par P.-J. Luizard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

« européocentristes » conventionnelles telles que la révolution, le nationalisme et la modernité. Ce sont donc surtout les années 1940 et 1950 qui sont étudiées, les événements fondateurs de la « question irakienne », comme l'effondrement de l'Empire ottoman et l'occupation britannique, le rôle politique de la direction religieuse chiite, le jihad antibritannique de 1914-1915, la révolution de 1920 et la résistance à la mise en place des institutions du nouvel État sous mandat britannique au début des années vingt, tous ces événements sont soit expédiés en quelques lignes soit passés sous silence. De la rupture constituée par la fondation, à partir des ex-vilayets de la Mésopotamie ottomane, d'un État-nation sur le modèle occidental et sous mandat britannique, il est à peine question.

Samira Haj explique la violence de la vie politique en Irak non pas par des facteurs intemporels liés au sectarisme ou par un penchant irakien naturel et irrationnel, mais en montrant que les batailles politiques violentes des années 1950 et 1960 ont été le résultat de changements fondamentaux dans le système de propriété et de production agricoles durant le XIXe siècle. Les deux sujets de prédilection de l'auteur sont donc : la révolution antimonarchique de 1958 et le rôle de la question agraire dans cette révolution. Elle insiste surtout sur la question agraire où elle voit l'articulation de la confrontation entre les forces sociales. Elle examine les transformations socio-économiques, l'émergence de nouvelles classes et de nouvelles alliances politiques en Irak, mettant en valeur le rôle du pétrole dans la perpétuation des divisions de classes et du sous-développement, avec ses conséquences, la révolution de 1958 et la « défaite » de celle-ci.

Le livre est riche en statistiques et en interprétations montrant la complexité et la diversité du problème agraire. De même, il offre une réflexion intéressante sur la structure sociale irakienne. L'effondrement de l'ancienne économie de l'Irak ottoman, consécutif à son intégration partielle dans le marché mondial à la fin du XIXe siècle, a abouti à deux structures agraires profondément différentes : d'un côté, une agriculture marchande non-capitaliste (de type *hacienda* ou *'izba*), de l'autre, une agriculture capitaliste. C'est ce qui a, selon l'auteur, précipité deux conflits sociaux fondamentaux. Le premier a opposé les intérêts capitalistes croissants (dans l'agriculture et dans l'industrie) à l'oligarchie foncière tribale. Le second a été l'aggravation de la lutte entre l'oligarchie foncière tribale et les paysans métayers. Dans ce contexte, les revenus pétroliers ont été largement utilisés pour promouvoir les intérêts de l'oligarchie tribale, plutôt que les intérêts capitalistes naissants ou pour la prospérité économique et sociale de la majorité de la population.

Le livre accorde beaucoup d'importance à la formation du capital de l'Irak moderne et définit quatre catégories théoriques. En premier, l'auteur traite de la nature du changement économique interne à l'Irak. La nature de ce changement et l'idée qu'il est induit par l'Occident sont, dit l'auteur, l'objet d'un consensus parmi les adeptes de la théorie de la « modernisation » comme par ceux qui s'y opposent, notamment les partisans d'une « économie politique ». L'école de la « modernisation » attribue les changements économiques et sociaux à l'expansion du capitalisme européen à travers l'investissement commercial et financier. Charles Issawi, Phebe Marr et Majid Khadduri entre autres, défendent la primauté de l'influence occidentale dans l'évolution de la société irakienne. Cette interprétation linéaire de la modernisation a

BCAI 15 (1999) S. Haj: The Making of Iraq 1900-1963. Capital, Power and Ideology, recensé par P.-J. Luizard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

été mise en cause par les néo-marxistes comme Muhammad Salman Hasan ou al-Jawahiri. Toutefois, ces deux écoles « économistes » s'accordent sur les études agraires de l'Irak moderne. Mais les deux courants de pensée, selon l'auteur, négligent l'importance des forces internes à l'Irak dans son développement économique. L'émergence de grands domaines tribaux n'était pas inévitable et s'explique par l'aptitude des cheikhs tribaux à utiliser les systèmes ottoman et irakien selon leurs intérêts. En second lieu, Samira Haj pense que l'histoire des élites et de l'opposition « moderne / traditionnel » doit être faite en questionnant aussi le rôle des élites et des individus dans les révolutions nationales (à l'inverse des démarches de Majid Khadduri et de Phebe Marr). En troisième problématique, l'auteur traite de la nature des conflits en Irak dans la période contemporaine, qui sont souvent renvoyés aux divisions ethniques, religieuses et tribales. Sans vouloir en diminuer l'importance, ces divisions doivent, selon l'auteur, être examinées dans des contextes historiques spécifiques. Certains (Uriel Dann de façon religieuse et Samir al-Khalil de façon plus « sécularisée ») mettent en avant l'opposition sunnite / chiite. De même, la division entre les tribus et la ville, d'une part, entre les tribus et l'État, d'autre part, est un autre thème récurrent de l'historiographie contemporaine. Tous ces conflits (religieux, tribaux et ethniques) peuvent être rationnellement expliqués. Ainsi, R. Fernea dit que les tribus sont hostiles par nature à l'État, ce qui est faux. La quatrième thèse défendue par l'auteur concerne les changements sociaux induits par le pétrole. Il est une thèse très répandue selon laquelle l'absence de capital dans les pays en voie de développement est le principal obstacle à toute évolution vers un capitalisme productif. Samira Haj répond que le pétrole n'est pas, en soi, un facteur de développement. Le pétrole a été utilisé en Irak pour perpétuer les inégalités économiques et sociales.

Le livre de Samira Haj s'organise en trois parties. Dans la première, consacrée à définir les origines de la révolution de 1958, les trois premiers chapitres traitent des transformations socio-économiques de l'Irak à la suite de son intégration dans le marché mondial et de la formation du capital. Dans le premier chapitre, l'auteur étudie la formation du capital en Irak avec, en premier lieu, la question agraire. Le second chapitre traite de l'émergence d'une agriculture capitaliste, face à celle de l'oligarchie tribale foncière. Ainsi, les deux premiers chapitres exposent comment la désintégration de l'économie marchande régionale a déclenché le développement d'une agriculture commerciale et suscité de nouveaux rapports de classes dans les campagnes. Les structures agraires évoluèrent de façon inégale. Dans les régions tribales, un système agraire non-capitaliste, tout en relevant d'une exploitation intense de la terre, a vu le jour sous la domination de cheikhs tribaux. Dans les régions où l'économie paysanne prévalait, une agriculture plus efficace émergea, directement liée à des intérêts commerciaux capitalistes.

En remettant en cause les néo-marxistes et les théoriciens de la « modernisation » dans leur vision du développement, l'auteur attribue les changements en Irak aux conditions sociopolitiques particulières de telle région plus qu'à l'influence du marché mondial ou à l'adoption de technologies occidentales. La permanence des grands domaines fonciers à côté de l'agriculture capitaliste naissante a suscité des contradictions croissantes entre propriétaires fonciers. Ces contradictions furent encore plus prononcées dans les années 1950 quand les

BCAI 15 (1999) S. Haj: The Making of Iraq 1900-1963. Capital, Power and Ideology, recensé par P.-J. Luizard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

revenus pétroliers profitèrent largement à l'oligarchie terrienne en tant que classe non-capitaliste plutôt qu'à la modernisation de l'agriculture. Le troisième chapitre traite de la naissance d'une industrie vite « kidnappée » par le pétrole. Avant même la polarisation de l'industrie par le pétrole, le système tribal agraire était devenu un obstacle pour le développement industriel.

Dans la seconde partie du livre, l'auteur traite de l'État-nation, de sa crise et de la fin de l'oligarchie monarchique, avec la révolution de 1958 et la « défaite » de cette révolution. L'épilogue s'attache à « reformuler » la question nationale à la lumière d'écrits récents sur la question. Dans le chapitre IV, l'auteur discute de la façon dont le processus de construction de l'État sous le mandat britannique a posé les fondations du développement ultérieur de l'Irak, des intérêts locaux et des classes sociales liées à l'État, de même que ce processus a suscité une forte opposition. L'oligarchie foncière de la monarchie, liée aux Britanniques, n'a pas réussi à contenir durablement l'opposition politique et l'agitation sociale. Car, une fois l'appareil d'État moins dépendant de l'économie intérieure du fait de l'arrivée des revenus pétroliers, le gouvernement devint plus tyrannique après 1952, ce qui a entraîné à une radicalisation de l'opposition. Après avoir discuté dans les quatre premiers chapitres des raisons qui ont rendu « inévitable » la révolution de 1958, Samira Haj étudie dans le dernier chapitre les raisons de ce qu'elle considère comme l'« échec » de cette révolution. Une fois l'oligarchie monarchique renversée, le front unifié créé pour la révolution s'effondre. Son éclatement peut être attribué à des intérêts de classes divergents articulés autour de deux questions. Premièrement, l'union avec la R.A.U. qui opposa les pro et les anti-unionistes; deuxièmement, la réforme agraire, qui conduisit à la division entre les nationalistes soutenus par le gouvernement et les communistes. L'écrasement par le gouvernement nationaliste arabe du mouvement populaire et le démantèlement de ses organisations en 1963 signifiait la fin de la participation politique en Irak.

Samira Haj est maître assistant au Département des études moyen-orientales de l'université de New York. Son livre nous offre une nouvelle version d'une vision « économiste » de l'histoire très en vogue aux États-Unis. La question agraire et l'importance des contradictions sociales internes au monde rural comme causes de la révolution de 1958 semblent largement exagérées, de même qu'elles apparaissent coupées d'un contexte historique général qui est ignoré. Certes, l'Irak se distingue des autres pays arabes par la formation, après la fondation de l'État en 1920, d'un système politique moderne basé sur un quasi féodalisme local, illustré par le développement de grands domaines fonciers non-capitalistes et l'émergence d'une classe de cheikhs tribaux propriétaires terriens qui fut l'une des composantes de la classe dirigeante de la monarchie hachémite. Il est vrai, par ailleurs, que les contradictions de ce système avec les classes capitalistes naissantes, dans l'agriculture et l'industrie, comme avec les intérêts des paysans sans terre, ont joué un rôle dans l'instabilité des régimes de la période hachémite. Mais, en 1958, ce sont les villes, avec Bagdad au premier chef, et non pas les campagnes, qui ont été le moteur de la révolution. À cette époque, le féodalisme dans les campagnes a d'ailleurs déjà poussé une part croissante de la population rurale vers les villes. La population citadine deviendra majoritaire dans les années soixante. Et c'est davantage vers le groupe des officiers et les habitants des nouveaux quartiers, comme ce qui deviendra Madīnat al-Thawra à Bagdad, immense bidonville accueillant les migrants des campagnes du Tigre, qu'il faut

BCAI 15 (1999) S. Haj: The Making of Iraq 1900-1963. Capital, Power and Ideology, recensé par P.-J. Luizard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

alors regarder, plutôt que vers des campagnes en voie de dépeuplement et dont le poids économique est en chute libre. Par ailleurs, l'auteur étudie la formation du capital en Irak en ignorant les événements politiques qui ont marqué la période précédente, de même que les identités communautaires du pays. À la lire, on ne comprend pas pourquoi, à la veille de la révolution de 1958, il n'existe pas de bourgeoisie nationale irakienne, mais des élites communautaires : les sunnites ont le pouvoir politique et militaire et les chiites un pouvoir économique, encore augmenté des places laissées vacantes par l'exode des juifs après 1947.

Cet ouvrage est assez caractéristique de ce que peuvent produire les sciences sociales américaines. L'auteur se réfère à des auteurs anglo-saxons ou à des Irakiens qui se situent dans le système académique anglo-saxon. De façon tout aussi exclusive, elle choisit des sources d'auteurs proches de sa discipline, ignorant les nombreuses études qui ont depuis maintenant plus de dix ans renouvelé les visions antérieures de l'histoire de l'Irak. Samira Haj se situe d'abord dans un débat entre chercheurs « américains » : se positionner entre les partisans de la théorie de la « modernisation » ou les néo-marxistes semble parfois prendre le pas sur l'histoire de l'Irak. Ainsi, l'auteur voit à juste titre dans l'œuvre de Hanna Batatu « une rupture avec l'historiographie descriptive et linéaire dominante jusqu'alors », « une mine d'information, une reconstruction brillante de l'histoire moderne de l'Irak. Batatu est l'un des premiers chercheurs à introduire une analyse des classes dans l'étude de l'histoire de l'Irak, remettant en cause l'histoire traditionnelle en portant attention aux élites urbaines ». Mais, contrairement à Hanna Batatu, dont l'œuvre peut être utilisée, même par celui qui n'est pas en accord avec sa grille d'analyse, le livre de Samira Haj n'a pas le mérite d'apporter une connaissance véritablement nouvelle de l'Irak et de sa société. Ce livre est une nouvelle illustration de la tendance dominant les sciences sociales américaines, où les conceptions « matérialistes » de l'histoire, depuis celles défendues par les néo-marxistes jusqu'à celles des « économistes politiques » de tous bords, imposent des visions singulièrement tronquées de l'histoire des sociétés. La révolution de 1958 n'est plus aujourd'hui considérée par la majorité des intellectuels irakiens comme l'événement majeur de ce siècle en Irak. *Quid*, donc, de son « échec » ? Et la formation du capital dans ce pays ne peut être tenue pour une cause première des évolutions récentes du système politique irakien.

Pierre-Jean LUIZARD
(CNRS)

Nicolas MICHEL, *Une économie de subsistances, le Maroc précolonial.* Institut français d'archéologie orientale, Le Caire, 1997, t. I, 406 p., t. II, p. 407-750. Tableaux, graphiques, cartes et photos.

Titre ambitieux que l'auteur explique en raison de sa documentation : son étude concerne principalement la période comprise entre 1860 et 1902, avec nonobstant de très nombreuses références antérieures et postérieures.

BCAI 15 (1999) S. Haj: The Making of Iraq 1900-1963. Capital, Power and Ideology, recensé par P.-J. Luizard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net